

Pourquoi Trump est en train de perdre toutes ses guerres

AUTEUR Renaud Lassus

IMAGE © AP Photo/Alex Brandon

DATE 16 avril 2026

À Washington, un diagnostic est en train de s'imposer : le président des États-Unis est en rupture avec les Américains.

En Europe, il est temps de dresser un bilan pour changer de cap avant qu'il ne soit trop tard.



Trump apparaît aujourd'hui comme le détenteur d'une puissance immense. Il dispose du pouvoir de déclencher des opérations militaires contre l'Iran, d'enlever des dirigeants étrangers comme au Venezuela, de menacer de faire tomber d'autres régimes comme à Cuba ou de porter atteinte à l'intégrité territoriale d'un pays allié comme au Groenland. Il a l'autorité sur les moyens considérables de la puissance militaire des États-Unis. Sur le plan domestique, il ne fait aujourd'hui l'objet d'aucun contrôle effectif du Congrès, annonce des procès contre ses opposants politiques et menace de prendre en main l'organisation des prochaines élections.

Mais cette situation détourne l'attention d'un élément crucial : Trump est en train de perdre – peut-être de façon irréversible – l'opinion états-unienne.

Il semble même avoir atteint, depuis plusieurs mois déjà, le moment de bascule et de retournement, qui pourrait désormais l'amener vers son déclin politique.

Les signes de cette rupture en cours sont de plus en plus visibles. Les républicains ont perdu des élections importantes de gouverneurs, en Virginie ou au New Jersey. Leurs candidats ont été battus dans plusieurs élections parlementaires partielles, y compris dans des comtés que Trump avait très largement remportés en 2024, comme récemment en Floride. Leurs opposants démocrates ont gagné avec une marge inédite des villes telles que Miami, avec un basculement de comtés à fortes communautés hispaniques, qui avaient pourtant voté en faveur de Trump en 2020 et 2024. Pour les républicains, les perspectives pour les élections parlementaires de mi-mandat en novembre prochain ne sont pas bonnes : ceux-ci pourraient perdre l'une des chambres du Congrès, peut-être même les deux.

Pour la première fois, Trump est aussi confronté à une critique venue de certains soutiens historiques, comme le journaliste Tucker Carlson ou l'ancienne députée Marjorie Taylor Greene. Certains influenceurs qui ont joué un rôle dans son élection de 2024 et parlent à sa base politique, tels Joe Rogan ou Theo Von, se détachent de lui.

Dans l'entourage proche de Trump, personne n'ose s'opposer à ses projets. Sa décision de mettre fin aux fonctions de plusieurs de ses ministres parmi les plus en vue comme Kristi Noem, secrétaire à la Sécurité intérieure, et Pam Bondi, procureure générale des États-Unis – et ce alors que toutes deux sont en charge de deux domaines prioritaires pour le président –, ne constituent pas un signe de sérénité et de cohésion. Trump vit dans une bulle qui rappelle – dans un tout autre registre – la fin du mandat de Joe Biden pendant laquelle aucun de ses conseillers n'osait lui dire qu'une nouvelle candidature de sa part était vouée à l'échec.

La rupture de Trump avec les citoyens des États-Unis pourrait s'accélérer dans les mois qui viennent, d'ici aux élections parlementaires de mi-mandat.

Il est essentiel pour l'Europe de comprendre ces évolutions en cours pour penser leurs conséquences dans l'immédiat mais aussi, à moyen terme, pour l'avenir de la démocratie états-unienne et de son rapport au monde.

À chaque fois qu'il est en difficulté sur le plan domestique, Trump cherche à se saisir des leviers dont il dispose au niveau extérieur pour « faire diversion ».

RENAUD LASSUS

Gagner une élection sur un malentendu

Pour saisir le divorce en cours, il faut d'abord revenir aux conditions de la victoire de Trump en 2024. Celle-ci a été forte et incontestable : au-delà de la présidentielle, il a gagné le vote populaire, ce qui n'était plus arrivé depuis vingt ans au parti républicain : le candidat a en effet obtenu le plus grand nombre de voix au niveau national, sans réunir toutefois la majorité.

Trump a permis à son parti de conquérir les deux chambres du Congrès. Cette légitimité, son sens de la communication, sa capacité au bluff, le désarroi de ses adversaires divisés, ont ainsi donné l'impression d'une inexorable affirmation de son pouvoir personnel et de son agenda politique, selon l'image qu'il entendait lui-même projeter (« *the golden age of America* »).

Ce moment initial était pourtant également porteur de faiblesses, qui ressurgissent aujourd'hui.

Dans les urnes, la marge de la victoire de Trump n'a pas été considérable face à une opposante qui incarnait pourtant le pouvoir sortant et le plus grand choc inflationniste aux États-Unis depuis deux générations : Trump a rassemblé 75 millions de voix contre 73 millions pour Kamala Harris, soit 3 millions de voix de plus que son score lors de l'élection présidentielle de 2020, mais moins que Joe Biden à l'occasion du même scrutin : plus de 80 millions de citoyens des États-Unis avaient alors voté pour le candidat démocrate.

De plus, Trump a réuni une coalition hétéroclite de *constituencies* aux aspirations très différentes : classes populaires des régions industrielles et rurales et soutiens très fortunés de Wall Street, libertariens et protectionnistes, nationalistes nativistes et milliardaires favorables à la

mondialisation, évangélistes religieux et penseurs d'un nouveau paganisme culturel, élites et opposants aux élites, etc.

Confrontées à l'exercice du pouvoir, des contradictions sont en train de ressurgir brutalement.



Le 20 mars 2026, le président des États-Unis, Donald J. Trump, s'apprête à remettre le Commander-in-Chief's Trophy à l'équipe de football des aspirants de l'Académie navale des États-Unis, lors d'une cérémonie dans la salle Est de la Maison-Blanche, à Washington. (© Shawn Thew, CNP/Shutterstock)

Le triple échec du mandat Trump

Trump a été élu sur un triptyque de lutte contre l'inflation, contre l'immigration illégale et de refus des guerres extérieures : il est aujourd'hui en échec sur les fondements mêmes de ce mandat.

Sur l'inflation, les Américains sont frappés par des chocs qui se cumulent. La hausse des droits de douane et la baisse du dollar ont tout d'abord des effets inflationnistes. D'autre part, les prix de l'électricité sont en très forte augmentation car la demande croît fortement, notamment du fait des *data centers*. Plus généralement, la hausse des prix de l'énergie, dont ceux du pétrole, pourrait bien être une « guillotine politique » pour le pouvoir en place, les tendances historiques montrant que celui-ci est fragilisé dès lors que le prix à la pompe franchit le seuil de quatre dollars le gallon (3,75 litres) – niveau atteint depuis le début de la guerre en Iran.

Au même moment, Trump contraint par ailleurs la production d'électricité en s'attaquant aux énergies renouvelables. Les tarifs des assurances sont en très forte hausse, en particulier du fait des désastres naturels dont l'importance – ils touchent aujourd'hui un comté sur trois – fait l'objet d'un

déni du président qui dénonce « la supercherie climatique » (« *the climate hoax* »).

S'agissant de l'immigration, Trump a mis fin aux arrivées à la frontière sud du pays. Sur ce point, il n'y aura pas de retour en arrière : les États-Unis sont aujourd'hui engagés, comme à plusieurs autres moments de leur histoire, dans un moment de fermeture. En revanche, les citoyens du pays ne soutiennent pas les actions de l'administration sur le territoire pour poursuivre des familles d'immigrants installées de longue date, séparer les enfants de leurs parents, expulser sans respecter les droits de la défense. La mort à Minneapolis de deux citoyens américains, tués par des agents fédéraux de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), de même que les déclarations d'immunité prononcées en faveur des agents par des membres du gouvernement comme la secrétaire à la Sécurité intérieure Kristi Noem, ont fait l'objet d'un profond rejet y compris au sein du parti républicain.

Enfin, sur les guerres extérieures, l'action militaire contre l'Iran trouble profondément la base électorale de Trump. L'armée aux États-Unis est en effet un milieu social bien particulier : par tradition culturelle, son encadrement au niveau des sous-officiers est fréquemment composé de soldats issus des classes moyennes et populaires des communautés blanches du sud des États-Unis, qui votent républicain.

Comme les autres composantes de l'armée, ces communautés ont directement souffert de pertes et de traumatismes, personnels et familiaux, à l'occasion des guerres en Irak et en Afghanistan. Dans un tel contexte, les opérations militaires contre l'Iran font naître au sein de la base électorale de Trump la crainte d'une répétition du passé ^①.

Le risque pour Trump est qu'une partie de sa base se persuade que, loin de représenter la remise en cause des élites, le président en serait l'incarnation.

RENAUD LASSUS

Comment Trump a perdu son électorat

La rupture en cours de Trump avec les citoyens américains s'appuie aussi sur d'autres points de discorde plus importants, inscrivant cette divergence dans une tendance de longue durée.

Outre la conjoncture d'inflation, l'élément structurel qui explique l'élection de Trump en 2024 est la grande souffrance des classes populaires états-uniennes, en particulier au sein des communautés blanches pauvres : crise

sanitaire – obésité, addictions et opioïdes –, salariale avec la stagnation des revenus réels depuis des décennies, géographique avec la concentration des activités économiques sur les deux côtes, psychologique, culturelle, statutaire avec un sentiment d’invisibilité et de déclassement vis-à-vis des générations précédentes, des nouveaux immigrants ou des femmes diplômées.

Pour apaiser ces fractures, Joe Biden avait engagé une politique de réindustrialisation autour de la lutte contre le changement climatique, qu’a par exemple incarné l’Inflation Reduction Act. Mais il n’a pas eu le temps de développer son programme et les leviers de son action ont été démantelés en grande partie par la nouvelle administration.

Aux fractures et aux fragilités profondes de son électorat, son successeur n’apporte aujourd’hui aucune réponse. Trump pouvait dénoncer la crise des classes populaires et leur annoncer le retour de la prospérité perdue (« *Make America Great Again* ») lorsqu’il était dans l’opposition. Comme président, il est désormais comptable de la situation.

Trump aurait pourtant pu puiser dans les traditions politiques historiques des États-Unis des leviers pour mener une « politique populiste », au sens originel du terme. Celle-ci aurait même pu rallier une partie des démocrates, s’agissant de la lutte contre les grands monopoles, de l’augmentation du salaire minimum ou de la hausse de la fiscalité pour taxer Wall Street ou les plus grandes fortunes. Certains des soutiens du président l’ont encouragé à mener une telle politique, comme le sénateur du Missouri Josh Hawley, son ancien conseiller Steve Bannon ou le directeur du centre de recherche *The Compass*, Oren Cass. Trump n’est pas passé à l’acte faute d’intérêt ou de peur de perdre ses soutiens financiers.



Le président américain Donald Trump reçoit une commande de McDonald's, à la Maison-Blanche, Washington, DC, le lundi 13 avril 2026. © Salwan Georges/UPI/Shutterstock



Le président américain Donald Trump tenant une commande de McDonald's, à la Maison-Blanche, Washington, DC, le lundi 13 avril 2026. © Salwan Georges/UPI/Shutterstock

L'un des slogans les plus percutants de la campagne de 2024 de Trump – « *Kamala Harris is for they/them, President Trump is for you* » – a été compris à juste titre comme une attaque contre le « wokisme » et les *identity politics*. Mais ce slogan portait aussi un message plus large et plus profond : une

dénonciation des élites, de toutes les élites – économiques, financières, culturelles, scientifiques, médiatiques – qui auraient abandonné et trahi le peuple des États-Unis. Depuis son élection, Trump a pourtant accueilli les milliardaires les plus puissants au premier rang de sa cérémonie inaugurale ; il refuse la publication des Epstein Files, qui constitue une forte demande de sa base ; sa campagne militaire contre l’Iran, de même, a fait ressurgir les critiques contre une politique étrangère qui ne servirait pas les intérêts de l’électorat populaire.

Désormais, le risque pour Trump est qu’une partie de sa base se persuade progressivement que, loin de représenter la remise en cause des élites, le président en serait en réalité l’incarnation et le défenseur. Ce point est exploité par les démocrates les plus incisifs, qui songent également à réorienter l’agenda de leur propre parti.

Trump a été élu sur un triptyque de lutte contre l’inflation, contre l’immigration illégale et de refus des guerres extérieures : il est aujourd’hui en échec sur les fondements de son mandat.

RENAUD LASSUS

Le tournant de l’attaque contre les libertés individuelles

D’autres déterminants culturels profonds, et propres aux États-Unis, sont aussi en train de jouer dans l’inconscient collectif du pays.

Pour la droite états-unienne, le danger existentiel pour la liberté a toujours été incarné par la crainte d’un pouvoir fort, l’émergence d’un autoritarisme fédéral. La tradition politique républicaine et libertarienne est notamment marquée par cette question. Outre son socle idéologique que lui ont conféré Milton Friedman, Ronald Reagan ou encore Ayn Rand, cette pensée est exprimée sur quantité d’objets du quotidien, comme les symboles du Gadsden Flag sur les plaques d’immatriculation automobiles^①, emblème hérité de la lutte contre le pouvoir colonial anglais.

Une partie de la société, de tradition républicaine, est cependant en train de se rendre compte que les risques pour les libertés ne viennent pas de là où elle le craignait – c’est-à-dire de la gauche jugée interventionniste, régulatrice et centralisatrice – mais possiblement de son propre camp. Elle a ainsi été troublée d’apprendre que, désormais, des agents fédéraux masqués et non identifiables pouvaient intervenir dans les véhicules et les domiciles sans mandat d’un juge. Après la mort d’un citoyen états-unien

abattu par l'ICE à Minneapolis, l'affirmation faite par certains membres de l'administration selon laquelle un port d'arme légal pouvait établir une présomption de « terrorisme domestique » a ainsi suscité une vive réaction de la National Rifle Association, qui a dénoncé une remise en cause du Second Amendement de la Constitution. Les attaques contre les États fédérés vont de même à l'encontre de la vision traditionnelle du parti républicain, y compris dans ses déclinaisons jurisprudentielles portées par la majorité des juges de la Cour suprême, favorable aux *States' Rights*.

L'opinion publique est contre le trumpisme

Plus largement, on observe un écart croissant entre les actions de l'administration Trump et les évolutions de la société aux États-Unis.

Trump a conclu une alliance avec les grands barons de la tech et leurs monopoles – quand les États, y compris républicains, avancent sur la mise en place de régulations sur les plateformes numériques, notamment pour chercher à protéger les enfants contre les addictions digitales.

Le président fait du développement de *data centers* l'une de ses priorités – quand, dans l'ensemble du pays, les citoyens sont de plus en plus réticents à l'installation de tels centres dans leur voisinage.

Trump s'oppose aux énergies renouvelables – et pourtant, celles-ci représentent désormais l'essentiel des nouvelles capacités de production d'électricité installées aux États-Unis.

Son administration réduit les effectifs des *rangers* dans les parcs nationaux et travaille sur la révision des protections des *national forests* – mais l'attachement des Américains de tous bords est très fort en faveur du National Park Service.

Un autre facteur essentiel de nature institutionnelle a également des conséquences pratiques très importantes : en dépit de l'effacement actuel du Congrès dominé par une majorité républicaine et des milieux d'affaires, les contre-pouvoirs jouent leur rôle et fonctionnent toujours aux États-Unis. Les juges – y compris la Cour suprême –, les pouvoirs décentralisés des États fédérés, la presse – y compris des titres conservateurs comme le *Wall Street Journal* – ont plusieurs fois forcé Trump à reculer ; les mobilisations de millions de citoyens lors des « *No Kings Days* », ou celles de Minneapolis, ont fait de même.

Cette situation conduit le président à s'exposer de plus en plus.

Pour retrouver des marges de manœuvre et projeter une image d'homme fort, il met l'accent sur les interventions militaires et extérieures pour lesquelles les pouvoirs de l'exécutif sont moins encadrés par les *checks and*

balances, mais où il prend le risque de ne pas être compris et suivi par les États-Uniens, y compris au sein de son propre électorat.

Trump a réuni une coalition hétéroclite de *constituencies* aux aspirations très différentes. Confrontées à l'exercice du pouvoir, des contradictions sont en train de ressurgir.

RENAUD LASSUS

L'alternance politique qui vient

Les évolutions politiques aux États-Unis annoncent aussi plus de désorganisations sur la scène nationale. Le président pourrait rechercher activement des boucs émissaires, comme le montre la mise à la retraite d'office de généraux de l'état-major ou l'éviction de plusieurs membres du gouvernement. Pour renouer avec une politique anti-élites, Trump pourrait aussi annoncer des sanctions contre de grandes entreprises et leurs patrons.

Aux États-Unis, les contre-pouvoirs se préparent également à être mis de nouveau à l'épreuve. Il est probable que l'exécutif entame des procédures en justice contre les opposants politiques, s'immisce ou menace de s'immiscer dans l'organisation des élections, mène des attaques contre les États démocrates, exerce des pressions quant à l'utilisation des subventions fédérales, s'il n'instrumentalise pas les décisions des agences fédérales contre les médias ou des entreprises à des fins politiques.

Sur le moyen terme, ces évolutions doivent être mises en perspective avec les élections parlementaires de mi-mandat en novembre prochain. La victoire démocrate à la Chambre des représentants est attendue, y compris au sein du parti républicain. Si ce dernier parvenait à conserver le Sénat – la plus importante des deux chambres du Congrès, où l'élection sera plus difficile pour les démocrates en raison des caractéristiques des circonscriptions qui seront ouvertes au vote cette année – ce succès sera présenté par Trump comme une victoire personnelle.

La perte des deux chambres du Congrès constituerait un tournant du mandat. Elle permettrait à l'opposition de contrôler l'action de Trump sur le plan législatif, budgétaire, fiscal, douanier et extérieur. Pour la suite du mandat du président, elle aurait aussi un impact défavorable sur la cohésion du parti républicain, comme son adhésion aux politiques de la Maison-Blanche. S'il serait envisageable de tenter une procédure de destitution (*impeachment*), les démocrates devraient alors apprécier si celle-ci n'aiderait pas le président qui se présenterait alors comme la victime d'une inquisition

parlementaire. Du reste, les chances de succès d'une telle procédure sont nulles – un départ du président requérant un vote favorable des deux tiers du Sénat.

La dynamique actuelle renforce la détermination et le travail d'acteurs – le plus souvent venus de la société civile et des démocrates avec le soutien tacite de certains républicains – pour reconstruire la démocratie états-unienne et non pas seulement revenir à la situation qui prévalait avant l'émergence politique de Trump. Pour eux, il s'agit de renforcer l'encadrement des pouvoirs de l'exécutif pour prévenir l'autoritarisme, déconcentrer le capitalisme alors que l'influence des grands monopoles économiques et numériques se fait de plus en plus forte dans la sphère politique et les médias, encadrer la place de l'argent dans la vie politique, trouver les voies pour rétablir la confiance des classes populaires en faveur d'un agenda industriel et technologique de lutte contre le changement climatique et, enfin, renforcer les protections sociales des plus vulnérables.

Sur certains de ces sujets, ces acteurs souhaitent travailler activement avec les autres démocraties, en tout premier lieu en Europe. Sur des sujets tels que l'impact d'Internet et de l'IA sur la démocratie, ils considèrent que les questions à résoudre sont si difficiles et complexes qu'ils ne pourront y répondre seuls.

À court terme, pour l'Europe, la situation politique aux États-Unis signifie davantage d'instabilités géopolitiques, macroéconomiques et transatlantiques.

À chaque fois qu'il est en difficulté sur le plan domestique, Trump cherche à se saisir des leviers dont il dispose au niveau extérieur pour « faire diversion » – suivant une logique qu'Abraham Newman et Henry Farrell ont qualifié « d'*enshittification* de l'empire américain ». S'il a pu improviser des revirements successifs sur les droits de douane, il ne semble pas disposer d'une vision de moyen terme et d'une stratégie de sortie lisible s'agissant des opérations militaires contre l'Iran, ce qui accroît en retour ses problèmes intérieurs : par sa fuite en avant, la politique de la Maison-Blanche ne fait que renforcer l'instabilité mondiale.

SOURCES

- ① La rhétorique même justifiant cette opération militaire des États-Unis — détruire des « armes de destruction massive » menaçant la sécurité des États-Unis, armes dont l'existence n'a pas été démontrée par l'exécutif — répète l'argumentaire déployé pour légitimer la guerre en Irak. ↑
- ② Le Gadsden flag est un étendard représentant un serpent à sonnette avec la devise *Don't tread on me* (« Ne me foulez pas aux pieds »). Utilisé pendant la guerre d'indépendance des États-Unis par plusieurs unités militaires, le drapeau a été employé de nouveau lors des

dernières décennies à l'occasion de manifestations antifiscales ou par les militants pro-armes, notamment la National Rifle Association. ↑

- ③ Alex Pretti, infirmier en réanimation abattu par des agents fédéraux de l'ICE le 24 janvier 2026, portait une arme à feu à la ceinture lors de son interpellation. ↑